**ARRETE DE TRANSFERT DE MONSIEUR *(OU MADAME)*...** **A LA COMMUNAUTÉ ... SUITE AU TRANSFERT DE COMPETENCE « ... » DE LA COMMUNE ...**

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-4-1

Vu la loi n° 82-213 du 02.03.82 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13.07.83 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26.01.84 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération de la commune ... en date du ... fixant les compétences et les emplois transférés,

Vu l'avis du comité technique ... de la commune *(ou départemental)* … en date du ...,

Vu le décret n°... portant statut particulier du cadre d'emplois des ...,

Vu l’arrêté du ... classant Monsieur *(ou Madame)*... au grade de… *(Dernière situation statutaire)* à temps complet *(si temps non complet préciser la durée hebdomadaire de travail)* à compter du ...,

Considérant le transfert de compétences *(indiquer la compétence transférée)* à compter du …,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)*... exerce en totalité ses fonctions dans le service ... transféré à la communauté.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, Monsieur *(ou Madame)*...,né*(e)* le …, *(Grade)* … est transféré*(e)* à la communauté ...

**Article 2 :**

A compter du ..., Monsieur *(ou Madame)*... est radié*(e)* des effectifs de la commune.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services (ou la secrétaire de mairie, le Directeur…) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 4 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 5**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,